



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 15 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 9 décembre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir :

Mme MERCHADOU à M. BALDES, M. ELIAS à Mme DUBOURG, Mme BERNARD à Mme BAUDERE, M. CAVALEIRO à Mme QUERAL, M. INOCENCIO à M. LORIAUD

### Etaient excusés :

M. LIMINIANA, Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 0

#### **4 – PROPOSITIONS DE LA VILLE DE BLAYE VISANT A AMENDER LE PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DE LA GIRONDE (SDCI)**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Depuis 2010, l'Etat a engagé une réforme de l'administration territoriale avec le souci de simplifier les institutions locales, de renforcer la compétitivité des territoires et de faire progresser la solidarité territoriale.

La loi NOTRe définit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés de communes et prévoit que les Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) soient arrêtés avant le 31 décembre 2016 pour une mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2017 par arrêtés du représentant de l'Etat.

Le projet de SDCI est élaboré par le préfet du département puis est présenté à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI). Il est ensuite adressé pour avis aux organes délibérants des communes, Etablissements publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et syndicats concernés par les propositions de modification de périmètre.

Ces derniers se prononcent dans les deux mois suivant les notifications, à défaut l'avis est réputé favorable.

Par délibération du 3 novembre 2015, le conseil municipal s'est montré défavorable au projet de SDCI de fusion des 5 communautés de communes de la Haute Gironde.

Le SDCI sera arrêté par décision du représentant de l'Etat dans le département au plus tard le 31 Mars 2016 et fera l'objet d'une révision tous les six ans.

Il s'agit à présent pour l'organe délibérant de la ville de Blaye de formuler des propositions d'amendement du schéma.

Il est proposé au conseil municipal par ordre décroissant de préférence :

➤ **La fusion de la Communauté de Communes du Canton de Bourg, de la Communauté de Communes du Canton de Blaye et de la Communauté de Communes de l'Estuaire dans un souci de lisibilité et de cohérence cantonale**

Au regard des éléments développés dans la précédente délibération, les élus de la ville de Blaye proposent le regroupement au sein d'un unique EPCI des communautés ne disposant pas du seuil de population de 15 000 habitants.

Cette nouvelle entité compterait 39 communes et regrouperait un peu plus de 40 000 habitants.

Cette strate de population constituerait une intercommunalité à taille humaine permettant de maintenir la proximité des services publics aux usagers en maîtrisant les difficultés de mobilité sur le territoire tout en renforçant la démocratie locale.

En effet, une telle communauté disposerait d'un nombre de délégués « soutenable » permettant de maintenir une gouvernance participative pas trop éloignée des fonctionnements actuels.

Il est indispensable de laisser le temps à nos EPCI et à leurs élus de s'approprier des structures plus importantes.

Cette taille paraît par ailleurs plus homogène et pertinente en comparaison avec les propositions du SDCI sur les autres territoires girondins.

En effet, les trois EPCI, au-delà de leur obligation de fusionner dans le cadre de la loi NOTRe disposent de nombreux points communs :

- l'existence de valeurs fortes patrimoniales autour de la vigne, de la pierre et de l'Estuaire
- une stratégie touristique tournée vers l'estuaire et qui ne demande qu'à être davantage coordonnée et confortée
- des compétences similaires et de nombreux services identiques avec des élus et des agents qui se rencontrent régulièrement
- un bassin de vie largement partagé par les habitants autour de la commune de Blaye, pôle de centralité et zone de polarité d'un territoire globalement rural.

De plus, la Communauté de Communes issue de la fusion des 3 EPCI de Bourg, Blaye et de l'Estuaire bénéficierait d'un potentiel financier suffisant avec la présence d'un établissement industriel exceptionnel. Ainsi, le potentiel de développement du territoire serait assuré par un coefficient de solidarité équilibré. Par ailleurs, le sud de la Haute-Gironde, disposerait également d'un fort potentiel notamment grâce au développement des axes de communication qui le traversent (A10, N10, LGV).

Si cette option n'était pas retenue il serait envisageable de concevoir une fusion entre les communautés de communes du canton de Blaye et de l'Estuaire.

➤ **La fusion de la Communauté de Communes du Canton de Blaye (CCB) et de la Communauté de Communes de l'Estuaire (CCE)**

Pour les mêmes raisons de complémentarité et de continuité d'actions que celles développées précédemment, la fusion de la CCE et de la CCB paraît tout à fait envisageable.

En effet, les salariés travaillant sur le site de la centrale nucléaire vivent, pour la plus grande majorité d'entre eux, avec leur famille sur ces intercommunalités. Il faut également souligner que les communes de Saint Androny et Cartelègues ont délibéré pour rejoindre la communauté de communes de l'Estuaire.

Tous ces éléments confirment une logique naturelle de fusion de ces deux communautés.

Enfin, les compétences exercées par nos deux EPCI sont très proches voire presque identiques ce qui facilite politiquement et techniquement les opérations dites de fusion.

Cette option qui reste très pertinente d'un point de vue financier et organisationnel a d'ailleurs fait l'objet d'une discussion lors de la réunion de la CDCI réunie en formation restreinte le 8 septembre 2014.

Dans tous les cas, les communes situées aux frontières actuelles des intercommunalités existantes devraient pouvoir se prononcer librement sur leur rattachement à l'une ou l'autre des intercommunalités issues des fusions générées par la loi NOTRe.

Cette possibilité permettra à chacune des communes « en lisière » de pouvoir rejoindre son bassin de vie et sa ville centre.

Par ailleurs, le projet du SDCI de la Gironde, dans son article 16, propose la dissolution du Syndicat Intercommunal de Gestion du Bassin Versant du Moron et du Blayais, avec la reprise de cette compétence par la communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes du canton de Blaye, du Canton de Bourg, Latitude Nord Gironde, de l'Estuaire-canton de Saint Ciers-sur-Gironde et du Cubzagais.

Dans sa logique de rejet du schéma voté en conseil municipal le 3 novembre 2015 et compte tenu de ces deux propositions, il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le rejet de dissolution de ce syndicat.

Mmes QUERAL, LANDAIS, Ms BODIN et CAVALEIRO ne participent pas au vote.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 16/12/15  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20151215-24171-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK



